



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

19 DEC. 2018

Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement

Unité Départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Affaire suivie par Caroline BAYART
Téléphone : 03.27.21.31.65
Télécopie : 03.27.21.00.54
caroline.bayart@developpement-durable.gouv.fr

Référence : 2018/V4/CB-270

Prouvy, le

Le Directeur

à

Monsieur le Directeur

Société METALTECH

80 C, rue Jean Jaures
59154 CRESPIN

Objet : Demande d'enregistrement d'installation classée
Projet de création d'un « centre VHU » à Crespin

Réf : Dossier du 21/11/2018 déposé en Préfecture le 04/12/2018

PJ : Relevé des insuffisances.

Monsieur le Directeur,

Vous avez adressé au préfet une demande d'enregistrement pour l'installation visée en objet. Après examen, il s'avère que le dossier cité en référence fait l'objet de remarques de la part de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées).

Vous trouverez en annexe à la présence l'ensemble des observations formulées par mon service sur le contenu du document en cause.

Restant à votre disposition, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur et par délégation,
La cheffe de l'Unité Départementale du Hainaut


Isabelle LIBERKOWSKI

ANNEXE : RELEVÉ DES INSUFFISANCES

- Les plans communiqués ne répondent toujours pas aux exigences requises par l'article R.512-46-4 du code de l'environnement. Les plans doivent donc être modifiés en ce sens et afin d'en avoir une meilleure lecture, il serait opportun d'étudier la possibilité de les transmettre sous un format plus grand. Par ailleurs, la carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée n'est pas présente. Le plan au 1/2000 présente-t-il un rayon de 200 mètres ?
- Le rayon des 35 mètres n'apparaît pas sur le plan au 1/200.
- Le document permettant d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue par le plan local d'urbanisme n'a pas été transmis.
- Le plan communiqué montre que le rayon de 100 mètres atteint une maison. Il n'est dès lors pas possible d'avoir la certitude que les prescriptions de l'article 5 - Implantation seront respectées.
- Les éléments communiqués sont insuffisants pour s'assurer de la conformité du projet avec les dispositions des articles 13, 19, 20, 21 et 25 IV et V de l'arrêté ministériel du 26/11/2012.
Par ailleurs, compte tenu des derniers événements survenus sur vote site et notamment l'incendie du 18/10/2018, il convient de vous rapprocher du SDIS afin de définir les moyens de lutte contre l'incendie à mettre en place sur site. L'avis du SDIS devra être communiqué avec les compléments.
- Le mode opératoire présent à l'annexe VII et relatif au mode opératoire de dépollution des VHU est ambigu. En effet, certains commentaires de la colonne « erreur à éviter » laissent penser qu'il s'agit de l'action à faire et non de l'erreur à éviter.
- Vous précisez que les airbags seront retirés par la société Keyser, broyeur VHU, or cette opération fait partie des opérations de dépollution, dépollution qui doit s'effectuer avant tout autre traitement. Il n'est donc pas possible que cette opération soit réalisée par la société Keyser.
- Vous indiquez joindre le récépissé relatif à la rubrique 2713 et le courrier adressé à Mme Krawczyk, or, sauf erreur, ces documents n'ont pas été communiqués.
- Les capacités financières ne sont pas justifiées.
- Le dossier indique une capacité de traitement de 5 véhicules/j avec une zone dédiée pour les véhicules en attente de dépollution de 6 places. La zone d'attente semble de faible capacité au regard de la capacité de traitement du site.
- La description détaillée des dispositions envisagées pour le respect des obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° du cahier des charges « agrément centre VHU » n'est pas précisée.
- Compte tenu que les VHU dépollués seront envoyés en Belgique pour l'opération de broyage, je vous rappelle les dispositions du point 4 du cahier des charges « agrément VHU » :
« L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ».

